

Menaces, arrestations... Le quotidien des étudiants ougandais opposés à Total

vendredi 23 mai 2025, par [COURTOIS Maïa](#), [NJOCK Gaspard](#)

La mobilisation en Ouganda contre le projet Eacop est rare et durement réprimée. La jeunesse étudiante tente de s'organiser, au prix de pressions, de procès et d'arrestations ininterrompues.



Vous lisez l'enquête « *Eacop : emprise Total, résistances locales* ».

C'est l'un des projets d'extraction d'énergie fossile les plus titanesques en cours de réalisation, loin de nos regards, et qui nous concerne pourtant toutes et tous : Tilenga-Eacop, de plus de 1 400 km à travers l'Ouganda et la Tanzanie. Un oléoduc chauffé battant tous les records, dans le but d'exporter du pétrole ougandais vers le monde entier : pour nos voitures, nos avions, notre plastique, nos cosmétiques. *Reporterre* vous emmène tout au long du tracé, à la rencontre des habitants et des paysages bouleversés.

Kampala (Ouganda), reportage

Entre les bâtiments des sciences de l'informatique, de littérature, d'histoire des religions et des arts, les étudiants de Kampala circulent d'un pas tranquille, habillés avec élégance. Le campus universitaire de Makerere est l'un des plus grands et des plus cotés d'Afrique de l'Est. L'atmosphère pourrait y être insouciance, avec tous ces jardins où déambulent aussi des marabouts d'Afrique, une espèce d'échassiers très répandue en Ouganda. Mais dès l'entrée, des militaires, certains cagoulés, surveillent les allées et venues. Sur le campus, à chaque intersection, un ou plusieurs d'entre eux sont postés sur une chaise. La main vaguement posée sur leur arme.

La liberté apparente de la jeunesse ougandaise est en réalité sous surveillance. Ce n'est d'ailleurs pas dans l'université que *Reporterre* a rencontré quatre étudiants opposés au pipeline Eacop, le [projet titanesque de TotalEnergies](#) sur plus de 1 400 km entre l'Ouganda et la Tanzanie. « *Pas assez sûr* », avait tranché Bryan Waiswa, 26 ans, privilégiant le jardin d'un hôtel confidentiel.

L'étudiant en droit est l'un des piliers du mouvement de jeunesse anti-Eacop. Depuis fin 2022, quelques dizaines d'étudiants comme lui s'opposent au projet de la multinationale française, notamment en raison des risques de pollution, de perturbation et des [déplacements de population locale](#).



L'entrée de l'université de Makerere, en Ouganda. © Gaspard Njock / Reporterre

Sensibilisé au [changement climatique](#) depuis l'école primaire, et en lien avec des organisations comme Fridays for Future, Bryan Waiswa est engagé corps et âme dans la mobilisation étudiante contre Eacop.

Dans les premières minutes du rendez-vous, accompagné de trois autres militants, l'étudiant a du mal à se détendre. Il regarde sans cesse les tables voisines, s'inquiétant d'éventuelles oreilles indiscretes. C'est que, la veille de notre rencontre, des étudiants ont été arrêtés pour avoir manifesté devant la banque KCB (Kenya Commercial Bank), soutien du projet Eacop.

Deux jours plus tôt, des étudiants étaient aussi jugés pour avoir protesté devant la Stanbic Bank, une autre banque partenaire — ils ont ensuite été relaxés.

Les quatre étudiants que nous rencontrons, en cette fin avril, ont eux-mêmes tous déjà été arrêtés dans le cadre de leur participation au mouvement de jeunesse anti-Eacop.

Peur et intimidation

Fin 2022, « *les étudiants s'étaient beaucoup mobilisés à la sortie du Covid face à la hausse du coût de la vie et de l'éducation. Cela a aidé à la structuration, par la suite, d'un mouvement contre Eacop* », retrace Kaye Yuda Thadeo, 24 ans, étudiant en finance à l'université de Makerere. En participant à ces manifestations post-Covid, ce jeune homme a réalisé, avec d'autres jeunes, qu'ils étaient « *capables de s'organiser pour [leur] futur* ».

Dès la naissance du mouvement, le gouvernement a donné le ton. Neuf d'entre eux ont été arrêtés lors de la première manifestation, fin 2022. La suite n'aura été qu'une éternelle répétition d'arrestations. Comme celle de Desire Ndyamwesiga, 23 ans, en participant à sa première action en février 2023. Le jeune homme à la voix douce et à l'attitude discrète était déjà engagé dans l'ONG African Initiative on Food Security and Environment, dédiée à la mobilisation des communautés ougandaises et aux échanges de pratiques, notamment agricoles, face au changement climatique. S'engager contre Eacop a été pour lui une suite logique.

« Ils nous ont battus et étranglés »

Aujourd'hui, « *on vit dans une situation de peur et d'intimidation* », résume Kaye Yuda Thadeo, de son ton énergique et convaincu. Lui-même a été emprisonné trois fois pour une durée légale de 48 heures : l'équivalent d'une garde à vue, qui donne parfois lieu à des poursuites puis à une audience. La police ougandaise peut s'y montrer très violente : « *On subit des interrogatoires, des tortures* », affirme-t-il.



Desire Ndyamwesiga (à g.), Kaye Yuda Thadeo et Martha Amviko. © Gaspard Njock / Reporterre

Tous approuvent. Mais raconter à l'oral ce qui se passe vraiment entre les quatre murs de ces cellules est difficile. Bryan nous confie un texte, pour mieux transmettre ce qu'il n'arrive pas

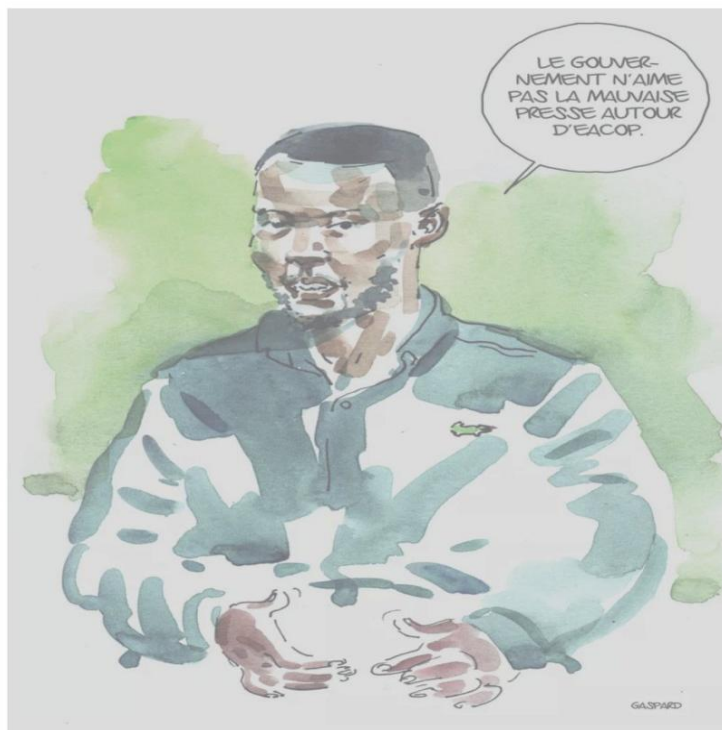
à dire. Il y détaille sa dernière arrestation en mars dernier, avec un camarade. Pendant ces 48 premières heures, « *ils nous ont battus et étranglés, nous demandant qui étaient nos financeurs. J'ai été mis à part dans une pièce où ils m'ont frappé aux épaules, aux coudes, aux genoux* ».

Puis, il écrit encore : « *Ils m'ont intimé de me déshabiller et de dormir sur le sol, jusqu'au matin. J'ai alors pu être réuni avec mon camarade de détention.* » S'ensuivront deux semaines de prison, avec deux autres étudiants. De ces semaines-là — avant une énième audience, aboutissant à une énième relaxe —, le jeune homme confie en être « *ressorti traumatisé* ».

« Ils savent où nous dormons »

Une surveillance constante pèse également au quotidien sur ces jeunes. Kaye raconte comment, l'année dernière, sa maison a été cambriolée, la porte forcée, une lettre d'intimidation laissée. Il est entré en contact avec l'ONG Front Line Defenders, aidant à la protection des lanceurs d'alerte, et a déménagé. « *Peu importe où vous allez, ils vous trouveront* », conclut-il. « *Ils connaissent tout de nous* », résumant ses amis.

Bryan a un rire nerveux. « *Je ne compte même plus le nombre de fois où j'ai dû déménager de chez moi à cause d'intimidations reçues à domicile. En fait, dès que tu finis une manifestation, tu dois déménager. Ils nous géolocalisent [avec leur téléphone], ils savent où nous dormons.* » Plusieurs autour de la table racontent des appels anonymes, durant lesquels les interlocuteurs disent connaître leurs proches, leurs amis.



Bryan Waiswa, 26 ans. © Gaspard Njock / Reporterre

L'un des avocats impliqués dans la défense des étudiants anti-Eacop, Dickens Kamugisha, est lui-même familier de telles intimidations. Il nous reçoit dans le bâtiment neuf à la propreté impeccable dans lequel il vient d'emménager. Sur son bureau traîne une pile ordonnée de dossiers, ainsi que le pavé autobiographique *Les Rêves de mon père*, de Barack Obama. « *J'ai reçu deux fois des pressions anonymes, une fois la personne est passée par une amie à moi.* »

Sur son téléphone, il montre les messages reçus sur Facebook d'un anonyme l'avertissant qu'« *un groupe puissant* » l'a dans le viseur, « *parce que tu attaques Eacop* ». À son amie, l'anonyme a demandé « *Où habite-t-il à Kampala ?* ». Dickens Kamugisha suit une quinzaine de dossiers individuels ou collectifs d'étudiants poursuivis par la justice depuis 2022. Dont déjà cinq cette année.

Sollicité sur le sujet, TotalEnergies indique que l'entreprise « *ne tolère aucune menace ou attaque contre ceux qui défendent et promeuvent pacifiquement les droits de l'Homme* ». Lorsque leur filiale ougandaise est informée de telles allégations, « *des mesures immédiates sont prises pour obtenir des informations complémentaires* ».

Déterminés

Quand on lui demande pourquoi il continue son travail d'avocat malgré les risques encourus, Dickens Kamugisha répond dans un grand sourire : « *Si je ne le fais pas, personne ne le fera.* »

De la même façon, les pressions n'entament pas la détermination des étudiants rencontrés. « *On est arrêtés un mois ? On revient le mois suivant !* » s'exclame Martha Amviko, âgée de 26 ans. « *Je dois me battre pour mes futurs enfants et pour les nouvelles générations en général* », martèle cette étudiante en sciences de l'éducation, redressée sur sa chaise, le regard déterminé, tandis que les trois garçons autour l'écoutent avec admiration. « *Sinon, qu'est-ce que je dirai aux futurs élèves à qui je vais enseigner ?* »

Martha aussi était sensibilisée depuis l'école primaire : elle faisait partie d'une association engagée auprès des enfants et de l'environnement : « *On plantait des arbres, on récitait des poèmes...* » Plus tard à l'université, elle s'est engagée dans les manifestations post-Covid et a participé à la naissance du mouvement anti-Eacop. Pour elle, « *devenir activiste était un appel de Dieu* ».



Martha Amviko, âgée de 26 ans. © Gaspard Njock / Reporterre

Martha se sent responsable de porter la voix des [femmes affectées par Eacop](#), mais aussi des jeunes filles. « Beaucoup sont déscolarisées, ou se retrouvent dans des mariages forcés très jeunes, parce que les familles déplacées ont été appauvries. Or, sans fille éduquée, aucun avenir radieux n'est possible. » À ses côtés, Bryan applaudit.

Le prix à payer est lourd pour les jeunes femmes engagées comme elles. Les conditions de détention sont plus dures encore, les violences reçues tout aussi graves. Quant aux menaces des policiers à leur égard, celles-ci sont « *inimaginables* ». Martha raconte avoir été retenue une fois avec une centaine d'autres personnes se partageant une toilettes. « Sans eau », précise-t-elle en riant. Avant de se justifier : « Parfois, il vaut mieux en rire — mais c'est bien la réalité. »

« Qui va se marier avec une fille engagée comme toi ? »

Dans son entourage, la pression sociale est forte. « On me dit souvent : “Qui va se marier avec une fille engagée comme toi, toujours en prison ?” » Les autres aussi se disent incompris de leur entourage. « J'ai été chassé de chez moi par mes parents, juste à cause de notre activisme, confie Kaye. Parfois nos proches travaillent pour le gouvernement et ne veulent pas que l'on élève la voix. En fait, la menace vient à la fois de l'État, et de la société civile. » « On perd aussi nos meilleurs amis, qui ne nous suivent pas », complète Martha.

Un isolement tant bien que mal compensé par une grande solidarité entre eux. Mais aussi par la constitution d'un réseau de mobilisation avec les habitants des territoires affectés par le chantier du pipeline. « C'est important de tirer notre légitimité de là, de démontrer que notre lutte n'est pas déconnectée », explique Bryan, qui à l'instar de ses camarades s'est déjà déplacé à Buliisa, Hoima et Kyotera. « Parfois, on vient aussi en soutien de leurs actions locales », complète Desire.



Kaye Yuda Thadeo, 24 ans, étudiant en finance. © Gaspard Njock / Reporterre

Les étudiants gardent aussi des liens d'ancrage avec leur région d'origine. Kaye, par exemple, vient d'un district où des terres cultivées vont être touchées par Eacop. Aujourd'hui, le jeune homme défend donc un modèle de développement pour l'Ouganda basé sur l'investissement dans l'agriculture, plutôt que dans les énergies fossiles. *« Si l'Europe a défendu un modèle produisant des émissions carbone et aggravant le changement climatique, nous, en Afrique, on ne doit pas reproduire la même erreur. »*

En attendant, le jeune homme estime que le mouvement étudiant a permis *« de faire émerger ces sujets dans l'opinion publique, et de retarder le projet »* avec le retrait de dizaines de banques et assurances ces dernières années. Martha prône, elle, l'investissement dans les énergies renouvelables, l'électricité et le tourisme : un secteur qui pourrait être davantage porteur au vu de l'extraordinaire biodiversité de l'Ouganda, à l'instar de pays voisins comme le Rwanda.

Elle garde aussi un espoir fort. *« Les gens qui mènent cette politique polluante ont 70 ans et plus, balaie-t-elle en se référant au président Yoweri Museveni (80 ans). Nous, nous représentons les générations qui en paieront les conséquences, alors nous prenons les choses en main. Je prie pour que nous y parvenions. Nous mettrons fin à la dictature dans ce pays. »*

Maïa Courtois et Gaspard Njock (dessins)

P.-S.

• Reporterre. 23 mai 2025 à 10h10. Mis à jour le 23 mai 2025 à 19h46 :
<https://reporterre.net/Menaces-arrestations-Le-quotidien-des-etudiants-ougandais-opposes-a-Total>

- Les articles de Maïa Courtois et dessins de Gaspard Njock dans Reporterre :
<https://reporterre.net/spip.php?page=memeauteur&auteur=Ma%C3%AFa+Courtois+et+Gaspard+Njock+%28dessins%29>